

30-06-2003

1-09-2003

NR.  
N°

67445 / CO/149.01

9

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE DES ÉLECTRICIENS: INSTALLATION ET DISTRIBUTION**

*Convention collective de travail du 24 juin 2003*

**STATUTS DU FONDS DE SECURITE D'EXISTENCE**

En exécution de l'article 6 de l'accord national 2003-2004 du 13 mai 2003.

Article 1<sup>er</sup>.

Le Fonds succède aux droits et obligations et reprend l'actif et le passif du "Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens", institué par décision des 26 juin et 23 octobre 1968 conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, instituant un Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens et fixant les statuts de ce Fonds, rendue obligatoire par arrêté royal du 10 mars 1969 (Moniteur belge 3 avril 1969).

Art. 2.

Les statuts du Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens sont joints.

Art. 3.

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juin 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de six mois, notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au Président de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

Art. 4.

La convention collective de travail du 23 avril 2002 enregistrée le 15 juillet 2002 sous le numéro 63373/CO/149.1, modifiée par la convention collective de travail du 8 octobre 2002 enregistrée le 3 janvier 2003 sous le numéro 64921/CO/149.01 relative au Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens est abrogée à partir du 1<sup>er</sup> juin 2003.

# STATUTS

## CHAPITRE Ier. - Dénomination, siège, objet, durée.

### 1. Dénomination.

#### Article 1er.

Il est institué un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence pour le secteur des électriciens", appelé ci-après le Fonds.

### 2. Siège.

#### Art. 2.

Le siège social et le secrétariat du Fonds sont établis à 1020 Bruxelles, Esplanade du Heysel BDC boîte 101.

Le siège social et le secrétariat peuvent, par décision de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, être transférés vers tout autre endroit en Belgique.

### 3. Missions.

#### Art. 3.

Le Fonds a pour mission:

- 3.1 l'octroi et le versement de certains avantages sociaux complémentaires.
- 3.2 la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5.
- 3.3 le financement de la formation syndicale et de la formation patronale.
- 3.4 la perception et le recouvrement des cotisations à charge des employeurs visés à l'article 5 et l'octroi et le versement d'une prime de fin d'année.
- 3.5 de financer, conformément aux règles fixées par le conseil d'administration, une partie du fonctionnement et certaines initiatives de l'asbl Formélec, entre autres concernant la perception et le recouvrement d'une cotisation destinée à la formation et à l'emploi de groupes à risques ainsi qu'à la formation permanente.

- 3.6 de financer conformément aux règles fixées par le conseil d'administration, une partie du fonctionnement et certaines initiatives de l'asbl Technolec.
- 3.7 la prise en charge de cotisations spéciales.
- 3.8 la perception de la cotisation prévue pour le financement et la mise en place d'unfonds d e pension sectoriel.

4. Durée.

Art. 4.

Le Fonds est institué pour une durée indéterminée.

## **CHAPITRE II - Champ d'application.**

Art. 5.

Les présents statuts s'appliquent aux employeurs, aux puyriers et ouvrières des entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

Par ouvriers on entend: les ouvriers et ouvrières.

Toutefois, ces statuts ne s'appliquent pas aux entreprises affiliées à la "Fédération de l'électricité et de l'électronique" (FEE) et à l'"Union professionnelle de radio et télédistribution" (RTD), lorsqu'il s'agit de l'octroi et le versement d'une prime de fin d'année (cf. article 3.4.). Ces organisations déposent chaque année et au plus tard le 1er mars, leurs listes de membres auprès de l'Office national de sécurité sociale.

## **CHAPITRE III. - Bénéficiaires et modalités d'octroi et de versement.**

Art. 6. - Indemnités complémentaires en cas de chômage temporaire.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, à charge du Fonds, pour chaque allocation complète ou demi-allocation de chômage reconnue par l'Office national de l'emploi et prévu aux articles 26 1°, 28 1°, 49, 50 et 51 de la Loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail (chômage temporaire pour cas de force majeure, chômage temporaire pour dérangement technique, chômage temporaire suite à la fermeture de l'entreprise pendant les vacances annuelles, suspension du contrat pour intempéries ou chômage temporaire pour des raisons économiques), aux indemnités prévues à l'article 6, §2 et ce pour un maximum de 120 indemnités par année civile, à la condition qu'ils bénéficient des allocations de chômage, en application de la réglementation sur l'assurance chômage.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est fixé à:

- € 6,00 par allocation de chômage complet, payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine);
- € 3,00 par demi-allocation de chômage payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine).

Art. 7.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, les jeunes qui quittent l'école et qui n'ont pas encore droit aux allocations de chômage en application de la réglementation d'assurance chômage, toucheront pendant leur période d'attente une indemnité complémentaire de € 6,00 en cas de chômage temporaire comme décrit à l'article 6 § 1.

Art. 8. - Indemnité complémentaire en cas de chômage complet.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, à charge du Fonds, pour chaque allocation complète ou demi-allocation de chômage, aux indemnités prévues à l'article 8 §2 avec un maximum de respectivement 120 et 200 jours par période de chômage, selon que le premier jour de chômage, ils ont moins ou plus de 45 ans et pour autant qu'ils remplissent les conditions suivantes:

- bénéficiaire d'allocations de chômage en application de l'assurance chômage;
- au moment du licenciement, avoir travaillé pendant minimum 5 ans dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens;
- avoir respecté une période d'attente de 30 jours calendrier (pour le calcul de la période d'attente, les jours de chômage et de maladie sont, le cas échéant, assimilés).

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire de chômage est fixé à:

- € 5,00 par allocation de chômage complète, payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine);
- € 2,50 par demi-allocation de chômage payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine).

Art. 9. - Indemnité complémentaire pour les chômeurs âgés.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit, à charge du Fonds, pour chaque allocation complète ou demi-allocation de chômage, aux indemnités prévues à l'article 9 §2 et ce jusqu'à l'âge de la pension légale et ce aux conditions suivantes:

- avoir au moins 55 ans le premier jour de chômage;
- bénéficiaire d'allocations de chômage complets;
- au moment du licenciement, avoir travaillé pendant minimum 5 ans dans une ou plusieurs entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire des électriciens;
- avoir respecté une période d'attente de 30 jours calendrier (pour le calcul de la période d'attente, les jours de chômage et de maladie sont, le cas échéant, assimilés).

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire de **chômage** est fixé à:

- € 5,00 par allocation de chômage complète, payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine);
- € 2,50 par demi-allocation de chômage payée en application de la réglementation sur l'assurance chômage (à raison de 6 indemnités par semaine).

Art. 10. - Indemnité complémentaire en cas de prépension après licenciement.

§ 1. En application de et conformément à:

- la convention collective de travail n° 17 du 19 décembre 1974, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés, en cas de licenciement, rendue obligatoire par arrêté royal du 16 janvier 1975;
- les conventions collectives de travail du 18 octobre 1999, conclues au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution;
- les conventions collectives de travail du 24 juin 2003, conclues au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution;
- la convention collective de travail du 24 juin 2003 concernant la prépension travail en équipes entre le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et le 31 décembre 2004, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution;

- les conventions collectives de travail conclues au niveau de l'entreprise qui prévoient la prépension à un âge inférieur;

le Fonds prend à sa charge la moitié de la différence entre la rémunération nette de référence et l'allocation de chômage, calculée selon les modalités fixées par le Conseil d'administration tout en tenant compte des montants minimums prévus à l'article 9 (l'indemnité complémentaire pour chômeurs âgés).

- § 2. Cette indemnité est calculée au moment de la mise en prépension et reste invariable sous réserve de l'évolution de l'indice des prix à la consommation à laquelle cette indemnité est liée, suivant les modalités applicables en matière d'allocation de chômage, conformément aux dispositions de la Loi du 2 août 1971 (Moniteur belge du 20 août 1971).

En outre, le montant de cette indemnité complémentaire est révisé chaque année au premier janvier par le Conseil national du travail, en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

- § 3. En exécution des articles 15 et 16 de la Loi du 1<sup>er</sup> avril 2003 relative à la mise en œuvre de l'accord interprofessionnel pour la période 2003-2004 (Moniteur belge 16 mai 2003), complétés par les articles 75 et 76 de la Loi Programme du 8 avril 2003 (Moniteur belge 17 avril 2003), l'indemnité complémentaire prépension est maintenue lorsque l'ouvrier reprend le travail.

Art. 11. - Indemnité complémentaire en cas de prépension à mi-temps.

En application de et conformément à:

- l'arrêté royal du 30 juillet 1994 (Moniteur belge du 10 août 1994) modifié par l'arrêté royal du 3 avril 1997 relatif à la prépension à mi-temps;
- la convention collective de travail n° 55 du 13 juillet 1993, conclue au sein du Conseil national du travail, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés en cas de réduction de moitié des prestations de travail;
- la convention collective de travail du 24 juin 2003 relative à la prépension à mi-temps conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

le Fonds prend à charge l'indemnité complémentaire.

Cette indemnité complémentaire est calculée au moment de la mise en prépension à mi-temps et demeure invariable sous réserve de l'évolution de l'indice des prix à la consommation à laquelle cette indemnité est liée suivant les modalités applicables aux allocations de chômage conformément aux dispositions de la Loi du 2 août 1971.

Le montant de cette indemnité complémentaire est calculé suivant la formule décrite dans la convention collective de travail n°.55.

En outre, le montant de cette indemnité complémentaire est révisé chaque année au premier janvier par le Conseil national du travail, en fonction de l'évolution conventionnelle des salaires.

#### Art. 12. - Indemnités complémentaires en cas de maladie.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit à charge du Fonds après 1 mois au moins d'incapacité de travail ininterrompue pour cause de maladie ou d'accident, à l'exclusion de l'incapacité de travail pour cause de maladie professionnelle ou d'accident du travail, aux indemnités prévues à l'article 12 § 2 avec un maximum de 36 mois par période de maladie, dans la mesure où ils remplissent les conditions suivantes:

- au moment de l'incapacité de travail, être inscrit au registre du personnel de l'entreprise;
- bénéficiaire des indemnités d'incapacité de travail de l'assurance maladie-invalidité en application de la législation en la matière;
- avoir respecté une période de carence de 30 jours calendrier, à compter du premier jour de l'incapacité.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire en cas de maladie est fixé à:

- € 1,40 par indemnité de maladie complète, payée en application de la réglementation sur l'assurance maladie (à raison de 6 indemnités par semaine);
- € 0,70 par demi-indemnité de maladie, payée en application de la réglementation sur l'assurance maladie (à raison de 6 indemnités par semaine).

§ 3. Quelle que soit sa durée, une incapacité de travail peut seulement donner lieu à l'octroi d'une seule série d'indemnités. La rechute est considérée comme faisant partie intégrante de l'incapacité de travail précédente, si elle survient dans les 14 premiers jours calendrier suivant la fin de cette période d'incapacité de travail. Lorsqu'un certificat médical ne précise pas clairement qu'il s'agit d'une nouvelle incapacité de travail, il est supposé qu'il s'agit d'une rechute.

#### Art. 13. - Indemnité complémentaire pour les malades âgés.

§ 1. Les ouvriers visés à l'article 5 qui se trouvent en état d'incapacité de travail ininterrompue pour cause de maladie ou d'accident, à l'exclusion de l'incapacité de travail pour cause de maladie professionnelle ou d'accident du travail, ont droit à charge du Fonds aux indemnités prévues à l'article 13 § 2, jusqu'à la pension légale et ce, aux conditions suivantes:

- avoir au moins 55 ans au moment du premier jour de l'incapacité de travail;
- bénéficiaire des indemnités journalières de l'assurance maladie-invalidité;
- avoir respecté une période de carence de 30 jours calendrier, débutant le premier jour de l'incapacité.

§ 2. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire en cas de chômage est fixé à:

- € 5,00 par allocation de maladie complète, payée en application de la réglementation sur l'assurance maladie (à raison de 6 indemnités par semaine);
- € 2,50 par demi-allocation de maladie payée en application de la réglementation sur l'assurance maladie (à raison de 6 indemnités par semaine).

Art. 14. - Indemnité complémentaire en cas d'interruption de carrière à mi-temps.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le Fonds paie une indemnité complémentaire de € 62,00 par mois pendant 60 mois aux ouvriers de 53 ans et plus qui sont en interruption de carrière à mi-temps, conformément à l'article 102 de la Loi de redressement du 22 janvier 1985 portant des dispositions sociales ou conformément la convention collective de travail numéro 77 bis du 19 décembre 2001 conclue au Conseil National du Travail et qui touchent dans ce cadre une indemnité de l'Office National de l'Emploi.

Art. 15. - Indemnité complémentaire en cas de fermeture d'entreprise.

Les ouvriers visés à l'article 5 ont droit à une indemnité complémentaire en cas de fermeture d'entreprise, aux conditions fixées ci-après:

1. au moment de la fermeture de l'entreprise, avoir au moins 45 ans;
2. avoir au moment de la fermeture de l'entreprise, une ancienneté de minimum cinq ans dans la firme;
3. apporter la preuve de ne pas être réengagé aux termes d'un contrat de travail dans un délai de 30 jours calendrier à dater du jour du licenciement.

Par fermeture d'entreprise au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, on entend la cessation totale et définitive des activités de l'entreprise.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant de l'indemnité complémentaire est fixé à € 248,00.

Ce montant est majoré de € 12,50 par année d'ancienneté, avec un maximum de € 818,00.



Art. 16. - Allocations sociales complémentaires.

§ 1 : Les ouvriers visés à l'article 5 qui, depuis au moins un an sont membres d'une des organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs qui sont fédérées sur le plan national, ont droit, à charge du Fonds, à une allocation sociale complémentaire pour autant qu'ils soient inscrits au registre du personnel des entreprises visées au même article 5, au 1er octobre de l'année en cours.

§ 2. Le montant de l'allocation visée à l'article 16, §1 est fixé annuellement par le conseil d'administration du Fonds.

Art. 16bis - Délai de prescription

Conformément à l'article 21 de la Loi du 7 janvier 1958 relative aux Fonds de sécurité d'existence, le délai de prescription est de 3 années calendrier + la partie écoulée de l'année calendrier au cours de laquelle la demande est introduite au Fonds.

Art. 17. - Promotion de la formation syndicale.

§ 1. Le Fonds rembourse aux employeurs qui en ont fait l'avance et à leur demande, les salaires payés (majorés des charges patronales) aux ouvriers qui se sont absentés en application de la convention collective de travail du 18 octobre 1999 concernant la formation syndicale, conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

§ 2. Le montant affecté à l'organisation de cette formation syndicale est fixé annuellement par le conseil d'administration du Fonds.

Art. 18. - Promotion de la formation patronale.

Le montant affecté à l'organisation de la formation patronale est fixé annuellement par le conseil d'administration du Fonds.

Art. 19. - Formation et emploi.

§ 1. Le Fonds encourage et soutient financièrement l'organisation d'initiatives d'apprentissage et de formation en collaboration ou non avec des établissements d'enseignement - des centres de formation professionnelle - des entreprises.

§ 2. A cette fin, le conseil d'administration du Fonds a fondé une asbl dénommée Fondation pour l'éducation et la formation professionnelle pour le secteur des électriciens en abrégé: asbl "Formélec".

§ 3. L'asbl "Formélec" assure la coordination, l'appréciation et le contrôle des initiatives de formation.

§ 4. Le conseil d'administration du Fonds fixera annuellement la dotation destinée à l'asbl "Formélec".

§ 5. L'asbl "Formélec" est gérée par un conseil d'administration composé paritairement de huit représentants des organisations les plus représentatives des employeurs et de huit représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs.

#### Art. 19bis - Office de service technologiques et consultation pour avis

§ 1. Le Fonds encourage et soutient financièrement l'organisation d'un office de services technologiques et consultation pour avis.

§ 2. A cette fin, le Conseil d'administration du Fonds a mis en place l'asbl Technolec.

§ 3. L'asbl Technolec assure la coordination, l'appréciation et le contrôle de l'Office de services technologiques et consultation pour avis.

§ 4. Le Conseil d'administration du Fonds fixera annuellement la dotation destinée à l'asbl Technolec.

§ 4. L'asbl Technolec est géré par un Conseil d'administration composé paritairement de quatre représentants des organisations d'employeurs les plus représentatives et de quatre représentants des organisations les plus représentatives des travailleurs.

#### Art. 20. - Prime de fin d'année.

Les ouvriers visés à l'article 5 qui remplissent les conditions fixées dans la convention collective de travail du 8 octobre 2002 relative à l'octroi d'une prime de fin d'année - régime général - ont droit à une prime de fin d'année suivant les conditions et modalités décrites dans ladite convention collective de travail.

#### Art. 21. - Prise en charge de cotisations spéciales.

Les cotisations spéciales sur la prépension conventionnelle à charge des employeurs et introduites d'une part par la Loi-programme du 22 décembre 1989 et d'autre part par la Loi-programme du 29 décembre 1990, dues respectivement à l'Office national de pension pour travailleurs salariés et à l'Office national de sécurité sociale, sont prises en charge par le Fonds.

La nouvelle cotisation patronale compensatoire sur la prépension à partir de 56 ans après une carrière professionnelle d'au moins 33 ans, dont 5 ans dans le secteur et dont minimum 20 ans de travail en équipes avec prestations de nuit, est prise en charge par le Fonds, pour autant que la prépension ait débuté entre le 1<sup>er</sup> janvier 1999 et le 31 décembre 2004.

Les cotisations spéciales sont prises en charge jusqu'à la pension des ouvriers.

Art. 22.

Le conseil d'administration du Fonds détermine les modalités d'exécution de l'article 21 des présents statuts.

Art. 23. - Dispositions communes.

- § 1. Les indemnités visées aux articles 6 à 15 sont payées directement par le Fonds aux ouvriers.
- § 2. L'intervention visée à l'article 16 est payée par les organisations interprofessionnelles représentatives des travailleurs qui sont fédérées sur le plan national.
- § 3. L'intervention visée à l'article 17 est directement versée à l'employeur qui, en exécution de la convention collective de travail du 18 octobre 1999 relative à la formation syndicale, en fait la demande.
- § 4. La prime visée à l'article 20 est payée selon les modalités définies dans la convention collective de travail visée à l'article 20.
- § 5. Le Conseil d'administration détermine la date et les modalités de paiement des indemnités accordées par le Fonds.  
En aucun cas, le paiement des indemnités ne peut dépendre des versements des cotisations dues par l'employeur assujetti au Fonds.
- § 6. Les conditions d'octroi des indemnités accordées par le Fonds, de même que le montant de celles-ci peuvent être modifiés sur proposition du conseil d'administration par convention collective de travail conclue au sein de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, rendue obligatoire par arrêté royal.

#### **CHAPITRE IV. - Gestion, financement, budget, comptes.**

Art. 24. - Gestion.

- § 1. Le Fonds est géré par un conseil d'administration composé paritairement de représentants des organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives.

Ce conseil est composé de seize membres, soit huit représentants des organisations d'employeurs les plus représentatives et huit représentants des organisations de travailleurs les plus représentatives. Les membres du conseil d'administration sont nommés par la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

- § 2. Chaque année, le conseil d'administration nomme en son sein un président et sept vice-présidents. Il désigne également la ou les personnes chargée(s) du secrétariat.

La présidence et la première vice-présidence sont confiées à tour de rôle à un membre de la représentation des employeurs et à un membre de la représentation des travailleurs. La catégorie à laquelle appartient le président a été pour la première fois, désignée par un tirage au sort. Le deuxième vice-président appartient au groupe des travailleurs, les troisième, quatrième et cinquième au groupe des employeurs, les sixième et septième au groupe des travailleurs.

Le conseil d'administration crée en son sein deux comités. Il s'agit d'une part d'un comité de gestion composé du président et des cinq premiers vice-présidents. Ce comité de gestion prend les décisions politiques du Fonds et fonctionne suivant les décisions ou instructions du conseil d'administration. Le comité de gestion peut confier la gestion journalière du Fonds à des tiers ou se faire assister par eux. Le comité de gestion peut également se faire assister par des experts.

D'autre part, un comité technique et financier (CTF) est créé en vue de s'occuper de la gestion journalière du Fonds. Ce CTF est composé du président et de sept vice-présidents. Ce comité fonctionne suivant les décisions ou instructions du conseil d'administration et du comité de gestion. Le CTF peut confier la gestion journalière du Fonds à des tiers ou se faire assister par eux. Le CTF peut également se faire assister par des experts.

- § 3. Le conseil d'administration est convoqué par le président. Le président est tenu de convoquer le conseil au moins une fois par semestre et chaque fois qu'au moins deux membres de ce conseil en font la demande.

Les convocations précisent l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Le conseil ne peut décider valablement que sur les points figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs et la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votants aussi bien dans la délégation des employeurs que dans celle des travailleurs.

- § 4. Le comité de gestion est convoqué par le président en fonction des nécessités et chaque fois qu'au moins deux membres de ce conseil en font la demande.

Les convocations précisent l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le conseil d'administration et signés par le président. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président ou par deux administrateurs.

Le comité de gestion ne peut décider valablement que sur les points figurant à l'ordre du jour et en présence de tous les membres.

Les décisions sont prises à l'unanimité.

- § 5. Le CTF a pour mission de gérer le Fonds et de prendre toutes les mesures nécessaires à son bon fonctionnement. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour la gestion du Fonds. Il doit faire rapport de sa gestion au conseil d'administration.

Le CTF est convoqué par le président du conseil d'administration. Le président est tenu de convoquer le CTF au moins une fois chaque mois et chaque fois qu'au moins deux membres du CTF en font la demande.

Les convocations précisent l'ordre du jour. Les procès-verbaux sont établis par le secrétaire désigné par le comité de gestion et signés par le président. Les extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président et un administrateur ou par deux administrateurs.

Le CTF ne peut décider valablement que sur les points figurant à l'ordre du jour et en présence d'au moins la moitié des membres appartenant à la délégation des employeurs et la moitié des membres appartenant à la délégation des travailleurs.

Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des votants aussi bien dans la délégation des employeurs que celle des travailleurs.

- § 6. Afin d'assurer le bon fonctionnement du Fonds, les tâches seront centralisées au sein de la Cellule de coordination.

Cette Cellule de coordination assumera les tâches suivantes:

1. Coordination et administration/suivi du régime de pension social sectoriel complémentaire;
  2. Coordination et administration/suivi de l'asbl Technolec;
  3. Coordination et administration/suivi pour les sections du Fonds:
    - Traitement des demandes/paiement des différents avantages du Fonds;
    - Coordination des accords en matière de comptabilité/placements ;
    - Contacts Société de Mécanographie/Ardatis, ONSS, réviseur, fisc etc.;
    - Service "ombudsman" et centralisation/ orientation des demandes et plaintes;
    - Communication avec les ouvriers et les employeurs du secteur;
    - Préparation et suivi des réunions dans le cadre des Fonds;
    - Soutien/information des partenaires sociaux.
- § 7. Les sections existantes du Fonds de sécurité d'existence, liées aux organisations d'employeurs respectives, conservent de façon inchangée la responsabilité sur les matières qui leur ont été attribuées. Elles travaillent en concertation avec la Cellule de coordination pour la gestion financière les différentes sections. Une concertation trimestrielle aura lieu à cet effet.

Les quatre différentes sections sont:

- Section primes de fin d'année;
- Section indemnité complémentaire 067;
- Section indemnité complémentaire 467;
- Section formation professionnelle.

§ 8. Les moyens de fonctionnement de la Cellule de coordination seront fixés chaque année par le Conseil d'administration du Fonds de sécurité d'existence.

Afin de garantir les paiements aux ayants droit, la Cellule de coordination préparera et effectuera les paiements et les présentera par voie électronique à la section concernée. Les sections apposeront leur signature électronique et effectueront elles-mêmes les paiements nécessaires.

Vu qu'il convient de suppléer aux absences et autres impondérables, une seconde signature est nécessaire pour la Cellule de coordination ainsi que les sections. Pour la 2<sup>ème</sup> signature de la Cellule de coordination, le président du Fonds (rotation annuelle) est désigné. Si le président assume en même temps la responsabilité d'une section, un responsable d'une des 3 autres sections devra apposer la 2<sup>ème</sup> signature pour la Cellule de coordination.

En Comité financier et technique, les administrateurs recevront chaque mois un aperçu global et détaillé des paiements effectués par la Cellule de coordination ; ensuite, un gestionnaire côté employeurs et un gestionnaire côté travailleurs signeront pour accord.

La responsabilité des administrateurs se limite à l'exécution de leur mandat et ils ne contractent aucune obligation personnelle relative à la gestion vis-à-vis des engagements du Fonds.

Art. 25. - Financement.

Art. 25.1.

Pour assurer le financement des indemnités, primes et initiatives prévues aux articles 6 à 21, le Fonds dispose des cotisations dues par les employeurs visés à l'article 5.

Art. 25.2.

§ 1. La cotisation des employeurs est fixée à 1,10% des salaires bruts des ouvriers à 108 % pour assurer le financement des indemnités prévues aux articles 6 à 18.

§ 2. La cotisation des employeurs est fixée à 0,75 % des salaires bruts des ouvriers à 108 % pour assurer le financement des primes et initiatives en matière de formation et d'emploi prévues à l'article 19.

§ 3. Afin d'assurer le financement de la prime de fin d'année, conformément aux dispositions du chapitre III de la convention collective "prime de fin d'année - régime général" du 8 octobre 2002, la cotisation des employeurs relevant du champ d'application de la convention collective de travail Prime de fin d'année - régime général, est fixée à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003 à 12,94% des rémunérations brutes des ouvriers.

Le règlement de la prime de fin d'année est fixé dans une convention collective de travail séparée.

§ 4. La cotisation des employeurs est fixée à 1% des salaires bruts des ouvriers à 108% pour assurer le financement du fonds de pension sectoriel.

§ 5. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, la cotisation des employeurs est fixée à 0,05% des salaires bruts des ouvriers à 108% pour assurer le financement des initiatives prévues en matière d'Office de services technologiques et consultation pour avis.

§ 6. Une cotisation exceptionnelle peut être fixée par le Conseil d'administration du Fonds en précisant les modalités de perception et de répartition. Cette cotisation exceptionnelle doit faire l'objet d'une convention collective de travail séparée, ratifiée par arrêté royal.

Art. 25.3.

La perception et le recouvrement des cotisations sont assurés par l'Office national de sécurité sociale.

Art. 26. - Budget, comptes.

§ 1. L'exercice prend cours le 1<sup>er</sup> janvier et est clôturé le 31 décembre.

§ 2. Chaque année, un budget pour l'année suivante est soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution.

§ 3. Les comptes de l'année écoulée sont clôturés le 31 décembre. Le conseil d'administration ainsi que le réviseur ou l'expert-comptable, désignés par la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, font chacun annuellement un rapport écrit concernant l'accomplissement de leur mission au cours de l'année écoulée.

Le bilan, conjointement avec les rapports annuels écrits, visés ci-dessus, doit être soumis pour approbation à la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution, au plus tard au cours du premier semestre de l'année suivante.

## **CHAPITRE V. - Dissolution, liquidation.**

### **Art. 27.**

Le Fonds peut seulement être dissout par décision de la Sous-commission paritaire des électriciens: installation et distribution. Celle-ci devra nommer en même temps les liquidateurs, déterminer leurs compétences et leur rémunération et définir la destination de l'actif net du Fonds.



NEERLEGGING-DEPOT  
30-06-2003

REGISTR. ENREGISTR.  
11-09-2003

NR.  
N°

67445 / 60 / 149.01

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE ELEKTRICIENS: INSTALLATIE EN  
DISTRIBUTIE**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 2003*

**STATUTEN VAN HET FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID**

In uitvoering van artikel 6 van het nationaal akkoord 2003-2004 van 13 mei 2003.

**Artikel 1.**

Het Fonds volgt op in rechten en plichten en neemt het actief en het passief over van het "Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de elektriciens", opgericht bij de beslissing van 26 juni en 23 oktober 1968, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, tot oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de elektriciens en tot vaststelling van de statuten van dit Fonds, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 10 maart 1969 (Belgisch Staatsblad 3 april 1969).

**Art. 2.**

De statuten van het Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de elektriciens zijn bijgevoegd.

**Art. 3.**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 juni 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van zes maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

**Art. 4.**

De collectieve arbeidsovereenkomst van 23 april 2002 geregistreerd op 15 juli 2002 onder het nummer 63373/CO/149.1, gewijzigd door de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2002 geregistreerd op 3 januari 2003 onder het nummer 64921/CO/149.01 betreffende het Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector van de elektriciens wordt opgeheven vanaf 1 juni 2003.

## STATUTEN

### HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, doel, duur.

#### 1. Benaming.

##### Artikel 1.

Er wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Fonds voor bestaanszekerheid voor de sector der elektriciens", verder het Fonds genoemd.

#### 2. Zetel.

##### Art. 2.

De maatschappelijke zetel en het secretariaat van het Fonds zijn gevestigd te **1020 Brussel**, Heizel Esplanade BDC bus 101.

De maatschappelijke zetel en het secretariaat kunnen bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, verplaatst worden naar elke andere plaats in België.

#### 3. Opdrachten.

##### Art.3.

Het Fonds heeft als opdrachten:

- 3.1. de toekenning en de uitkering van bepaalde aanvullende sociale voordelen.
- 3.2. de inning en de invordering van de bijdragen ten laste van de bij artikel 5 bedoelde werkgevers.
- 3.3. de financiering van de syndicale vorming en de patronale vorming.
- 3.4. de inning en de invordering van de bijdrage van de in artikel 5 bedoelde werkgevers en de toekenning en de uitkering van een eindejaarspremie.
- 3.5. een deel van de werking en sommige initiatieven van de vzw **Vormelekte financieren** volgens door de raad van bestuur vastgelegde regels, ondermeer inzake de inning en de invordering van een bijdrage voor de opleiding en tewerkstelling van risicogroepen en voor permanente vorming.
- 3.6. een deel van de werking en sommige initiatieven van de vzw **Technolecte financieren** volgens door de raad van bestuur vastgelegde regels.

3.7. het ten laste nemen van bijzondere bijdragen.

3.8. de inning van de bijdrage voorzien voor de financiering en inrichting van een sectoraal pensioenstelsel.

4. Duur.

Art. 4.

Het Fonds wordt voor onbepaalde duur opgericht.

## **HOOFDSTUK II - Toepassingsgebied.**

Art. 5.

Deze statuten zijn van toepassing op de werkgevers, de werklieden en de werksters van de ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

Onder werklieden wordt verstaan: de werklieden en de werksters.

Deze statuten zijn evenwel niet van toepassing op de ondernemingen die aangesloten zijn bij de "Federatie van de elektriciteit en de elektronica" (FEE) en de "Beroepsvereniging van de radio- en teledistributie" (RTD), voor wat betreft de toekenning en uitkering van een eindejaarspremie (cf. artikel 3.4). Deze organisaties bezorgen ieder jaar en dit tegen uiterlijk 1 maart, hun ledenlijsten aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid.

## **HOOFDSTUK III. - Rechthebbenden en modaliteiten van toekenning en uitkering.**

Art. 6. - Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij tijdelijke werkloosheid.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben, ten laste van het Fonds, voor elke hele of halve werkloosheidsuitkering die wordt erkend door de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening en voorzien in de artikelen 26 1°, 28 1°, 49, 50 en 51 van de Wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten (tijdelijke werkloosheid omwille van overmacht, tijdelijke werkloosheid omwille van technische stoornis, tijdelijke werkloosheid omwille van sluiting van de onderneming wegens jaarlijks verlof, schorsing van de overeenkomst door slecht weer of tijdelijke werkloosheid omwille van economische redenen) recht op de bij artikel 6, §2 voorziene uitkeringen, en dit tot beloop van maximum 120 uitkeringen per kalenderjaar, op voorwaarde dat zij van de werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering wordt vanaf 1 januari 2004 vastgesteld op:

- € 6,00 per volledige werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naarrata van 6 vergoedingen per week);
- € 3,00 per halve werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naar rata van 6 vergoedingen per week).

Art. 7.

Vanaf 1 januari 2004 hebben de schoolverlaters, die nog geen recht hebben op werkloosheidsuitkeringen in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering, tijdens hun wachtperiode recht op de aanvullende werkloosheidsvergoeding van € 6,00 bij tijdelijke werkloosheid zoals omschreven in artikel 6 §1.

Art. 8. - Aanvullende werkloosheidsvergoeding bij volledige werkloosheid.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben, ten laste van het Fonds, voor elke hele of halve werkloosheidsuitkering recht op de bij artikel 8 §2 voorziene uitkeringen, met een maximum van respectievelijk 120 dagen en 200 dagen per werkloosheidsperiode, al naargelang zij op de eerste dag minder dan 45 jaar oud zijn of 45 jaar en ouder zijn en voor zover zij aan volgende voorwaarden voldoen:

- werkloosheidsuitkeringen genieten in toepassing op de werkloosheidsverzekering;
- op het ogenblik van het ontslag, ten minste 5 jaar tewerkgesteld zijn in één of meerdere ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens;
- een wachttijd van dertig kalenderdagen hebben vervuld (voor de berekening van de wachttijd worden de dagen werkloosheid en ziekte, in voorkomend geval gelijkgesteld).

§ 2. Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering wordt vanaf 1 januari 2004 vastgesteld op:

- € 5,00 per volledige werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naar rata van 6 vergoedingen per week);
- € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naar rata van 6 vergoedingen per week).

Art. 9. - Aanvullende vergoeding voor oudere werklozen.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben, ten laste van het Fonds, voor elke hele of halve werkloosheidsuitkering recht op de bij artikel 9§2 voorziene uitkeringen tot het nemen van het wettelijk pensioen en dit onder de volgende voorwaarden:

- ten minste 55 jaar oud zijn op de eerste dag van de werkloosheid;
- uitkeringen voor volledige werkloosheid genieten;
- op het ogenblik van ontslag ten minste 5 jaar tewerkgesteld zijn in één of meerdere ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de elektriciens;
- een wachttijd van dertig kalenderdagen hebben vervuld (voor de berekening van de wachttijd worden de dagen werkloosheid en ziekte, in voorkomend geval gelijkgesteld).

§ 2. Het bedrag van de aanvullende werkloosheidsuitkering wordt vanaf 1 januari 2004 vastgesteld op:

- € 5,00 per volledige werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naarrata van 6 vergoedingen per week);
- € 2,50 per halve werkloosheidsuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de werkloosheidsverzekering (naar rata van 6 vergoedingen per week).

Art. 10. - Aanvullende vergoeding bij brugpensioen na ontslag.

§ 1. In toepassing van en overeenkomstig:

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 17 van 19 december 1974, gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers indien zij worden ontslagen, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 16 januari 1975;
- de collectieve arbeidsovereenkomsten van 18 oktober 1999, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie;
- de collectieve arbeidsovereenkomsten van 24 juni 2003, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie;
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 2003 inzake het brugpensioen ploegenarbeid tussen 1 januari 2003 en 31 december 2004, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie;

- de collectieve arbeidsovereenkomsten op het vlak van de onderneming dewelke een lagere brugpensioenleeftijd voorzien;

neemt het Fonds de helft van het verschil tussen het netto referenteloon en de werkloosheidsuitkering te zijner laste, berekend overeenkomstig de modaliteiten vastgelegd door de Raad van bestuur, evenwel rekening houdend met de minimumbedragen voorzien in artikel 9 (aanvullende vergoeding voor oudere werklozen).

- § 2. Deze uitkering wordt berekend op het ogenblik waarop de betrokkene in brugpensioen wordt gesteld en blijft ongewijzigd, onder voorbehoud evenwel van de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen waaraan deze uitkering gekoppeld is, overeenkomstig de modaliteiten die gelden voor de werkloosheidsuitkeringen volgens de bepalingen van de Wet van 2 augustus 1971 (Belgisch Staatsblad van 20 augustus 1971).

Bovendien wordt het bedrag van deze aanvullende vergoeding elk jaar op 1 januari herzien door de Nationale Arbeidsraad, in functie van de conventionele evolutie van de lonen.

- § 3. In uitvoering van artikel 15 en artikel 16 van de Wet van 1 april 2003 houdende uitvoering van het interprofessioneel akkoord voor de periode 2003 - 2004 (Belgisch Staatsblad 16 mei 2003), aangevuld door artikel 75 en artikel 76 van Programmawet van 8 april 2003 (Belgisch Staatsblad 17 april 2003), wordt de aanvullende vergoeding brugpensioen verder uitbetaald in geval van werkhervatting door de werkman.

Art. 11. - Aanvullende vergoeding bij halftijds brugpensioen.

In toepassing van en overeenkomstig:

- het koninklijk besluit van 30 juli 1994 (Belgisch Staatsblad van 10 augustus 1994), gewijzigd door het koninklijk besluit van 3 april 1997, betreffende het halftijds brugpensioen;
- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55 gesloten op 13 juli 1993, in de Nationale Arbeidsraad, tot instelling van een regeling van aanvullende vergoeding voor sommige oudere werknemers in geval van halvering van de arbeidsprestaties;
- de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 juni 2003 inzake halftijds brugpensioen gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

neemt het Fonds de aanvullende vergoeding ten laste.

Deze aanvullende vergoeding wordt berekend op het ogenblik van de op **halftijds-**brugpensioenstelling en blijft ongewijzigd, onder voorbehoud evenwel van de évolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen waaraan deze vergoeding gekoppeld is, volgens de modaliteiten Van toepassing op de werkloosheidsuitkeringen overeenkomstig de bepalingen van de Wet van 2 augustus 1971.

Het bedrag van deze aanvullende vergoeding wordt berekend volgens de formule zoals omschreven in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 55.

Bovendien wordt het bedrag van deze aanvullende vergoeding elk jaar op 1 januari herzien door de Nationale Arbeidsraad, in functie van de conventionele évolutie van de lonen.

Art. 12. - Aanvullende uitkeringen in geval van ziekte.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden hebben ten laste van het Fonds na 1 maand ononderbroken arbeidsongeschiktheid ten gevolge van ziekte of ongeval, met uitsluiting van de arbeidsongeschiktheid ten gevolge van beroepsziekte of arbeidsongeval, recht op de bij artikel 12 § 2 voorziene uitkeringen met een maximum van 36 maanden per ziekteperiode, voor zover ze volgende voorwaarden vervullen:

- op het ogenblik van de arbeidsongeschiktheid in het personeelsregister van de onderneming ingeschreven zijn;
- de arbeidsongeschiktheidsuitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering bij toepassing van de wetgeving terzake genieten
- een carenstijd van dertig kalenderdagen hebben vervuld, ingaande op de eerste dag van de ongeschiktheid.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende ziektevergoeding wordt vanaf 1 januari 2004 vastgelegd op:

- € 1,40 per volledige ziekteuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de ziekteverzekering (naar rata van 6 uitkeringen per week);
- € 0,70 per halve ziekteuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de ziekteverzekering (naar rata van 6 uitkeringen per week).

§ 3. Welke ook de duur ervan weze, een arbeidsongeschiktheid kan slechts aanleiding geven tot de toekenning van één enkele reeks uitkeringen. De hervalling wordt beschouwd als deel uitmakende van de vorige arbeidsongeschiktheid, indien zij zich voordoet binnen de eerste 14 kalenderdagen volgend op het eind van deze période van arbeidsongeschiktheid. Wanneer uit een geneeskundig getuigschrift niet duidelijk blijkt dat het om een nieuwe arbeidsongeschiktheid gaat, wordt verondersteld dat het een hervalling betreft.

Art. 13. - Aanvullende vergoeding voor oudere zieken.

§ 1. De in artikel 5 bedoelde werklieden die in een toestand verkeren van blijvende arbeidsongeschiktheid wegens ziekte of ongeval, met uitsluiting van arbeidsongeschiktheid wegens beroepsziekte of arbeidsongeval, hebben recht ten laste van het Fonds op de bij artikel 13 §2 voorziene uitkeringen tot het nemen van het wettelijk pensioen en dit onder de volgende voorwaarden:

- ten minste 55 jaar oud zijn op de eerste dag van de arbeidsongeschiktheid;
- dagelijkse uitkeringen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering genieten;
- een carenstijd van 30 kalenderdagen hebben vervuld, ingaande op de eerste dag van de ongeschiktheid.

§ 2. Het bedrag van de aanvullende ziekteuitkering wordt vanaf 1 januari 2004 vastgesteld op:

- € 5,00 per volledige ziekteuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de ziekte verzekering (naar rata van 6 vergoëdingen per week);
- € 2,50 per halve ziekteuitkering betaald in toepassing van de reglementering op de ziekteverzekering (naar rata van 6 vergoëdingen per week).

Art. 14. - Aanvullende vergoeding bij halftijdse loopbaanonderbreking.

Vanaf 1 januari 2004 betaalt het Fonds een aanvullende vergoeding van € 62,00 per maand gedurende 60 maanden aan werklieden van 53 jaar en meer die in halftijdse loopbaanonderbreking zijn conform artikel 102 van de Herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen of conform de collectieve arbeidsovereenkomst nummer 77 bis van 19 december 2001 gesloten in de Nationale Arbeidsraad en in dit kader van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening een uitkering ontvangen.

Art. 15 - Aanvullende vergoeding bij sluiting van de onderneming.

De in artikel 5 bedoelde werklieden hebben recht op een aanvullende vergoeding in geval van sluiting van onderneming onder de hierna gestelde voorwaarden:

1. op het ogenblik van de sluiting van onderneming, tenminste 45 jaar oud zijn;
2. op het ogenblik van de sluiting van onderneming, een anciënniteit hebben in de firma van ten minste vijf jaar;
3. het bewijs leveren niet opnieuw in dienst genomen te zijn krachtens een arbeidsovereenkomst binnen een termijn van 30 kalenderdagen vanaf de dag van het ontslag.



Onder sluiting van onderneming zoals bedoeld bij het eerste lid van dit artikel, wordt verstaan de volledige en definitieve stopzetting van de werkzaamheden van de onderneming.

Het bedrag van de aanvullende vergoeding is vanaf 1 januari 2004 vastgesteld op € 248,00.

Dit bedrag wordt met € 12,50 verhoogd per jaar anciënniteit met een maximum van € 818,00.

#### Art. 16. - Aanvullende sociale uitkeringen.

§ 1. De bij artikel 5 bedoelde werklieden, die sedert ten minste een jaar lid zijn van één van de representatieve interprofessionele werknemersorganisaties welke op nationaal niveau verbonden zijn, hebben recht, ten laste van het Fonds, op een aanvullende sociale uitkering, voor zover zij op 1 oktober van het lopende jaar ingeschreven zijn in het personeelsregister van de bij hetzelfde artikel 5, bedoelde ondernemingen.

§ 2. Het bedrag van de bij artikel 16, §1 bedoelde uitkering wordt jaarlijks door de raad van bestuur van het Fonds vastgesteld.

#### Art 16 bis - Verjaringstermijn

Conform artikel 21 van de Wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid bedraagt de verjaringstermijn 3 kalenderjaren + het verlopen gedeelte van het betrokken kalenderjaar waarin de aanvraag bij het Fonds wordt ingediend.

#### Art. 17. - Bevorderen van de syndicale vorming.

§ 1. Het Fonds betaalt aan de werkgevers, die deze op voorhand hebben uitgekeerd en op hun verzoek, de lonen (verhoogd met de patronale lasten) terug, uitgekeerd aan de werklieden die afwezig waren in toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 1999 betreffende vakbondsvorming, gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

§ 2. Het bedrag bestemd tot inrichting van deze syndicale vorming wordt jaarlijks door de raad van bestuur van het Fonds vastgesteld.

#### Art. 18. - Bevorderen van de patronale vorming.

Het bedrag bestemd voor de organisatie van de patronale vorming wordt jaarlijks door de raad van bestuur van het Fonds vastgesteld.

Art. 19. - Opleiding en tewerkstelling.

- § 1. Het Fonds bevordert en ondersteunt financieel de organisatie van opleidings- en vormingsinitiatieven al dan niet georganiseerd in een samenwerkingsverband met onderwijsinstellingen - beroepsopleidingscentra - ondernemingen.
- § 2. Daartoe heeft de raad van bestuur van het Fonds een vzw opgericht, Stichting voor Beroepsopleiding en Vorming voor de sector van de Elektriciens genaamd afgekort: vzw "Vormelek".
- § 3. De vzw "Vormelek" verzekert de coördinatie, beoordeling en contrôle van/op de opleidingsinitiatieven.
- § 4. De raad van bestuur van het Fonds zal jaarlijks de dotatie aan de vzw "Vormelek" vaststellen.
- § 5. De vzw "Vormelek" wordt beheerd door een raad van bestuur paritair samengesteld uit acht vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgeversorganisaties en acht vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemersorganisaties.

Art. 19.bis - Technologische dienst- en adviesverlening.

- § 1. Het Fonds bevordert en ondersteunt financieel de organisatie van technologische dienst- en adviesverlening.
- § 2. Daartoe heeft de raad van bestuur van het Fonds de vzw Technolec opgericht.
- § 3. De vzw Technolec verzekert de coördinatie, beoordeling en contrôle op de technologische dienst- en adviesverlening.
- § 4. De raad van bestuur van het Fonds zal jaarlijks de dotatie aan de vzw Technolec.
- § 5. De vzw Technolec wordt beheerd door een raad van bestuur paritair samengesteld uit vier vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgeversorganisaties en vier vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemersorganisaties.

Art. 20. - Eindejaarspremie.

De bij artikel 5 bedoelde werklieden die de voorwaarden vervullen vastgelegd in de collectieve arbeidsovereenkomst van 8 oktober 2002 betreffende de toekenning van een eindejaarspremie - algemene regeling, hebben recht op een eindejaarspremie volgens de voorwaarden en modaliteiten beschreven in deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Art. 21. - Ten laste nemen van bijzondere bijdragen.

De bijzondere bijdragen ten laste van de werkgevers op het conventioneel brugpensioen ingevoerd enerzijds door de Programmawet van 22 december 1989 en anderzijds door de Programmawet van 29 december 1990, respectievelijk verschuldigd aan de Rijksdienst voor Werknemerspensiões en de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid worden door het Fonds ten laste genomen.

De nieuwe compenserende werkgeversbijdrage op het brugpensioen vanaf 56 jaar mitseen beroepsloopbaan van minstens 33 jaar waarvan 5 jaar in de sector en waarvan minstens 20 jaar ploegenarbeid met nachtprestaties, wordt ten laste genomen door het Fonds, voor zover het brugpensioen een aanvang genomen heeft tussen 1 januari 1999 en 31 december 2004.

De bijzondere bijdragen worden ten laste genomen tot de op pensioenstelling van de werklieden.

Art. 22.

De raad van bestuur van het Fonds bepaalt de uitvoeringsmodaliteiten van artikel 21 van onderhavige statuten.

Art. 23. - Gemeenschappelijke bepalingen.

§ 1. De in voormelde artikelen 6 tot en met 15 bedoelde uitkeringen worden rechtstreeks door het Fonds aan de werklieden betaald.

§ 2. De in artikel 16 bedoelde uitkering wordt betaald door de interprofessionele representatieve werknemersorganisaties, verbonden op nationaal niveau.

§ 3. De in artikel 17 bedoelde uitkering wordt rechtstreeks aan de werkgever betaald die in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst van 18 oktober 1999 inzake Vakbondsvorming hierom verzoekt.

§ 4. De in artikel 20 bedoelde premie wordt betaald volgens de modaliteiten vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst, bedoeld bij artikel 20.

§ 5. De raad van bestuur bepaalt de datum en de betalingsmodaliteiten van de door het Fonds toegekende uitkeringen.

In geen geval mag de betaling van de uitkeringen afhankelijk zijn van de storting der bijdragen welke door de aan het Fonds onderworpen werkgever verschuldigd is.

- § 6. De toekenningsvoorwaarden van de uitkeringen, door het Fonds verleend, evenals het bedrag daarvan, kunnen op voorstel van de raad van bestuur gewijzigd worden, bij collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit.

#### **HOOFDSTUK IV. - Beheer, financiering, begroting, rekeningen.**

##### **Art. 24. - Beheer.**

- § 1. Het Fonds wordt beheerd door een raad van bestuur paritair samengesteld uit vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgevers- en werknemersorganisaties.

Deze raad bestaat uit zestien leden, hetzij acht vertegenwoordigers van de meest representatieve werkgeversorganisaties en acht vertegenwoordigers van de meest representatieve werknemersorganisaties. De leden van de raad van bestuur worden benoemd door het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie.

- § 2. Elk jaar duidt de raad van bestuur onder zijn leden een voorzitter en zeven ondervoorzitters aan. Hij duidt eveneens de persoon of personen aan, belast met het secretariaat.

Het voorzitterschap en het eerste ondervoorzitterschap wordt beurtelings door de werkgevers- en werknemersafgevaardigden waargenomen. De categorie waartoe de voorzitter behoort, werd voor de eerste maal door loting aangeduid. De tweede ondervoorzitter behoort tot de werknemersgroep, de derde, vierde en vijfde tot de werkgeversgroep en de zesde en zevende tot de werknemersgroep.

De raad van bestuur richt in zijn schoot twee comités op. Er wordt enerzijds een bestuurscomité opgericht dat is samengesteld uit de voorzitter en de eerste vijf ondervoorzitters. Dit bestuurscomité staat in voor de politieke beslissingen van het Fonds en werkt volgens de beslissingen of richtlijnen van de raad van bestuur. Het bestuurscomité kan derden met het dagelijks beheer van het Fonds belasten of zich erdoor laten bijstaan. Het bestuurscomité kan zich eveneens laten bijstaan door deskundigen.

Anderzijds wordt er een financieel-technisch comité (FTC) opgericht dat instaat voor het dagelijks beheer van het Fonds. Dit FTC is samengesteld uit de voorzitter en de zeven ondervoorzitters. Dit comité werkt volgens de beslissingen of richtlijnen van de raad van bestuur en het bestuurscomité. Het FTC kan derden met het dagelijks beheer van het Fonds belasten of zich erdoor laten bijstaan. Het FTC kan zich eveneens laten bijstaan door deskundigen.

- § 3. De raad van bestuur wordt door de voorzitter bijeengeroepen. De voorzitter is ertoe gehouden de raad ten minste eenmaal per semester bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste twee leden van deze raad erom verzoeken.

De uitnodigingen vermelden de agenda. De notulen worden door de secretaris, aangeduid door de raad van bestuur, opgesteld en door de voorzitter ondertekend. De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter oftwee bestuurders ondertekend.

De raad kan slechts geldig beslissen over de op de agenda voorkomende punten in aanwezigheid van ten minste de helft van de leden behorende tot de werkgeversdelegatie en ten minste de helft van de leden behorende tot de werknemersdelegatie.

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemgerechtigden van zowel werkgevers als werknemersdelegatie genomen.

- § 4. Het bestuurscomité wordt door de voorzitter **bijeengeroepen** in functie van de noodwendigheden en telkens wanneer ten minste twee leden van deze raad erom verzoeken.

De uitnodigingen vermelden de agenda. De notulen worden door de secretaris, aangeduid door de raad van bestuur, opgesteld en door de voorzitter ondertekend. De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter of twee bestuurders ondertekend.

Het bestuurscomité kan slechts geldig beslissen over de op de agenda voorkomende punten in aanwezigheid van alle leden.

De beslissingen worden bij **unanimiteit** genomen.

- § 5. Het FTC heeft tot taak het Fonds te beheren en alle maatregelen te nemen die voor zijn goede werking zijn vereist. Het beschikt over de meest uitgebreide bevoegdheden inzake het beheer van het Fonds. Het moet over het beheer aan de raad van bestuur verslag uitbrengen.

Het FTC wordt door de voorzitter van de raad van bestuur **bijeengeroepen**. De voorzitter is ertoe gehouden het FTC éénmaal per maand bijeen te roepen, en telkens wanneer ten minste twee leden van het FTC erom verzoeken.

De uitnodigingen vermelden de agenda. De notulen worden door de secretaris, aangeduid door het bestuurscomité, opgesteld en door de voorzitter ondertekend. De uittreksels uit deze notulen worden door de voorzitter en een beheerder of twee bestuurders ondertekend.

Het FTC kan slechts geldig beslissen over de op de agenda voorkomende punten en in aanwezigheid van ten minste de helft van de leden behorende tot de werkgeversdelegatie en ten minste de helft van de leden behorende tot de werknemersdelegatie.

De beslissingen worden met een meerderheid van twee derden van de stemgerechtigden van zowel werkgevers als werknemersdelegatie genomen.

- § 6. Teneinde een goede werking van het Fonds te verzekeren worden de **taken gecentraliseerd binnen de Coördinatiecel.**

Deze Coördinatiecel staat in voor de volgende werkzaamheden:

1. Coördinatie en administratie/opvolging van het **aanvullend sectoraal sociaalpensioenstelsel**;
  2. Coördinatie en administratie/opvolging van de vzw **Technolec**;
  3. Coördinatie en administratie/opvolging voor de afdelingen van het Fonds:
    - **Afhandelingen aanvragen/uitbetaling** verschillende voordelen van het Fonds;
    - Coördinatie **afspraken boekhouding/ beleggingen**;
    - **Contacten Maatschappij voor mecanografie/Ardatis, RSZ, revisor, fiscus, enz.**;
    - **Ombudsdienst en centralisatie en doorverwijzen** van vragen en klachten;
    - **Communicatie met de arbeiders en werkgevers** van de sector;
    - **Vorbereiding en opvolging** van vergaderingen in het kader van de **Fondsen**
    - **Ondersteuning van en informatie** aan de sociale partners.
- § 7. De bestaande afdelingen van het Fonds voor **bestaanszekerheid**, verbonden aan de respectievelijke werkgeversorganisaties behouden onveranderd de verantwoordelijkheid over de hun toegewezen materies. Zij **staan in samenspraak** met de Coördinatiecel in voor het **financieel beheer** van de verschillende afdelingen en hierover **zal per kwartaal** overleg plaatsvinden.

De vier onderscheiden afdelingen zijn:

- De afdeling **eindejaarspremies**;
  - De afdeling **aanvullende vergoeding 067**;
  - De afdeling **aanvullende vergoeding 467**;
  - De afdeling **vorming en opleiding**.
- § 8. De **werkingsmiddelen** van de Coördinatiecel worden **jaarlijks** bepaald door de Raad van bestuur van het Fonds voor bestaanszekerheid.

Teneinde de uitbetalingen aan de rechthebbenden te verzekeren, bereidt de Coördinatiecel de betalingen voor en legt deze elektronisch voor aan de afdeling op wie de betaling betrekking heeft en de afdelingen plaatsen hun elektronische handtekening en verrichten zelf de betaling.

Vermits afwezigheden en dergelijke opgevangen moeten **kunnen worden**, is een tweede handtekening nodig voor de Coördinatiecel en de afdelingen. Voor de 2<sup>e</sup> handtekening van de Coördinatiecel wordt de voorzitter van het Fonds (die jaarlijks wisselt) **aangeduid**.

Indien de voorzitter tegelijkertijd verantwoordelijke is voor een afdeling, moet één van de verantwoordelijken van de andere 3 afdelingen tekenen als 2<sup>e</sup> handtekening voor de Coördinatieceel.

De bestuurders krijgen op het Financieel technisch comité maandelijks een globaal en een gedetailleerd overzicht van de betalingen vanuit de Coördinatieceel en 1 bestuurder langs werkgeverszijde en 1 bestuurder langs werknemerszijde tekenen posteriori voor akkoord.

De verantwoordelijkheid van de bestuurders is beperkt tot de uitvoering van hun mandaat en zij gaan geen enkele persoonlijke verbintenis aan betreffende het beheer ten opzichte van de verplichtingen van het Fonds.

#### Art. 25. - Financiering.

##### Art. 25.1.

Om de financiering van de in artikelen 6 tot 21 bedoelde uitkeringen, premies en initiatieven te verzekeren, beschikt het Fonds over de bijdragen verschuldigd door de bij artikel 5 bedoelde werkgevers.

##### Art. 25.2.

- § 1. De bijdrage van de werkgevers wordt bepaald op 1,10 % van de brutolonen aan 108% van de werklieden, om de financiering van de in artikelen 6 tot 18 voorziene uitkeringen te verzekeren.
- § 2. De bijdrage van de werkgevers wordt bepaald op 0,75 % van de brutolonen aan 108% van de werklieden om de financiering van de in artikel 19 voorziene premies en initiatieven met betrekking tot vorming en opleiding te verzekeren.
- § 3. De bijdrage van de werkgevers, die vallen onder het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst "eindejaarspremie - algemeen régime", wordt vanaf 1 januari 2003 bepaald op 12,94 pct. van de brutolonen van de werklieden om de financiering van de voorziene eindejaarspremie te verzekeren, dit in overeenstemming met de bepalingen van hoofdstuk III van de collectieve arbeidsovereenkomst "eindejaarspremie - algemeen régime" van 8 oktober 2002.

De regeling van de eindejaarspremie wordt bij aparté collectieve arbeidsovereenkomst vastgelegd.

- § 4. De bijdrage van de werkgevers wordt bepaald op 1% van de brutolonen aan 108 % van de werklieden om de financiering van het sectoraal pensioenstelsel te verzekeren.

- § 5. De bijdrage van de werkgevers wordt vanaf 1 januari 2004 bepaald op 0,05% van de brutolonen aan 108 % van de werklieden om de financiering van de voorziene initiatieven inzake technologische dienst- en adviesverlening te verzekeren.
- § 6. Een buitengewone bijdrage kan door de Raad van bestuur van het Fonds worden bepaald met bepaling van de innings- en verdelingsmodaliteiten. Deze buitengewone bijdrage moet het voorwerp uitmaken van een afzonderlijke collectieve arbeidsovereenkomst bekrachtigd bij koninklijk besluit.

#### Art. 25.3.

De inning en de invordering van de bijdragen worden door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid verzekerd.

#### Art. 26. - Begroting, rekeningen.

- § 1. Het dienstjaar vangt aan op 1 januari en wordt op 31 december afgesloten.
- § 2. Elk jaar, wordt een begroting voor het volgende jaar aan het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, ter goedkeuring voorgelegd.
- § 3. De rekeningen over het afgelopen jaar worden op 31 december afgesloten. De raad van bestuur, evenals de door het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, aangeduide revisor of accountant, maken jaarlijks elk een schriftelijk verslag op betreffende de uitvoering van hun opdracht gedurende het afgelopen jaar.

De balans, samen met de hierboven bedoelde schriftelijke jaarverslagen moeten uiterlijk gedurende het eerste semester van het volgende jaar ter goedkeuring aan het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, worden voorgelegd.

### **HOOFDSTUK V. - Ontbinding, vereffening.**

#### Art. 27.

Het Fonds kan slechts bij beslissing van het Paritair Subcomité voor de elektriciens: installatie en distributie, worden ontbonden. Dit laatste dient tegelijkertijd de vereffenaars te benoemen, hun bevoegdheden en hun bezoldiging vast te stellen en de bestemming van het netto actief van het Fonds vast te leggen.